

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

L'Angola est un pays étonnamment riche en minéraux susceptibles de constituer la base d'une économie viable, à la condition que le pays réussisse à rétablir la paix intérieure et à attirer des ressources de développement. L'extraction, le raffinage et la distribution du pétrole forment l'activité économique la plus importante de l'Angola. Les réserves de pétrole sont estimées à 2 milliards de barils et les réserves de gaz à 37 milliards de mètres cubes. L'exploitation du pétrole a connu une croissance rapide au cours des années 1980 propulsant l'Angola au deuxième rang des plus importants pays producteurs de l'Afrique subsaharienne, après le Nigéria.

En dépit d'une exploitation pétrolière importante depuis de nombreuses années et de la découverte de nouvelles réserves considérables, l'Angola demeure l'un des pays pétroliers les plus sous-exploités dans le monde. Avant que le pays ne soit ravagé par la guerre civile et l'instabilité politique, les sociétés pétrolières internationales avaient les yeux tournés vers l'Angola, qui était devenu le point de mire des nouvelles activités d'exploration.

Les sociétés Petrofina et CABGOC (Cabinda Gulf Oil Co., qui fait maintenant partie de Chevron) sont actives en Angola depuis de nombreuses années, Petrofina sur des concessions terrestres et CABGOC, au large de Cabinda. Pendant la guerre qui a permis à l'Angola d'acquiescer son indépendance du Portugal en 1975 et pendant la guerre civile qui a suivi de près, les activités d'exploration ont été limitées même si Petrofina et CABGOC ont poursuivi, au cours de cette période, l'exploitation des gisements établis.

Au cours des années 1980, d'autres multinationales, les sociétés Elf, Texaco, AGIP et Conoco en tête, ont repris leurs activités d'exploration au large de l'Angola. Ces sociétés fonctionnaient presque exclusivement avec un personnel composé d'expatriés, non seulement des techniciens spécialisés mais également des manoeuvres de sonde non qualifiés et des travailleurs illégaux en provenance des pays voisins. Une fois la guerre civile apaisée, l'Angola possédait toujours une industrie pétrolière active mais très peu d'Angolais étaient engagés dans l'exploitation des ressources pétrolières de leur pays.

Sonangol (la société pétrolière nationale de l'Angola) a été mise sur pied par le gouvernement angolais en 1976, peu après que le pays eut obtenu son indépendance du Portugal. À sa création, la société a reçu une double mission : d'une part, participer aux activités d'exploitation de tous les gisements pétroliers du pays et, d'autre part, assurer un contrôle technique des activités des sociétés multinationales actives en Angola, en veillant à ce que les ressources soient exploitées de la manière la plus avantageuse. Il ne fait aucun doute que la société s'est acquittée efficacement de la première de ces deux fonctions; par contre, la pénurie d'experts techniques sur place a nui à l'accomplissement de la deuxième partie de son mandat.

Au début des années 1990, le gouvernement a voulu remédier à ce problème en créant une nouvelle filiale de Sonangol, Sonangol E & P, à qui il a confié un rôle plus actif dans l'exploitation des ressources pétrolières du pays, à titre de société d'exploration et d'exploitation à part entière. Le premier projet de la nouvelle société a consisté à favoriser l'exploitation de deux gisements pétroliers découverts au large du pays par un consortium composé de Fina, Petrobras, BP et Sonangol mais que le groupe avait décidé de ne pas exploiter. Ce consortium a par la suite renoncé à sa concession et en a abandonné l'exploitation à Sonangol.

La Société pour l'expansion des exportations a classé l'Angola comme un pays de catégorie 4 (signifiant que le risque d'arrérés est élevé) pour les transactions effectuées en vertu de l'article 29 du compte de la Société et, en règle générale, souhaite limiter les risques qu'elle prend au seul secteur pétrolier.

